

RSE: L'observatoire de l'Iscae s'active

Par Mohamed KETTANI | Edition N°:5248 Le 10/04/2018 | Partager

L'organisme réunit des experts pour faire l'état des lieux au Maroc

Les initiatives se multiplient, mais restent limitées aux grandes structures

Thématique majeure du monde de l'entreprise depuis plus d'un demi-siècle, la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est aujourd'hui au cœur de l'évolution des sociétés. Au Maroc, l'observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises (ORSEM), relevant de l'Iscae, a réuni un panel d'experts, le 5 avril dernier, à Casablanca, afin d'en présenter le bilan et les perspectives. C'était le premier évènement du genre de l'organisme créé en 2017.

Responsabilité sociétale des organisations (RSO), rôle des institutions étatiques, critères d'évaluation de la CGEM, stratégies... plusieurs aspects ont été abordés par les participants.

Un rapport du Conseil économique, social et environnemental (CESE) définit la RSO comme «un levier fondamental de croissance économique durable». Ce concept repose sur trois piliers fondamentaux: La force de la loi, l'écoute des parties prenantes et l'élargissement du périmètre d'action. «Dans le cadre de la force de la loi, le respect des dispositions réglementaires constitue un socle non négociable en matière de responsabilité sociétale. Il est considéré à la fois comme un régulateur et un catalyseur», affirme Abdellah Mouttaqi, membre du CESE.

Autre pilier important, les engagements du Royaume dans le cadre des conventions internationales. Le CESE a, dans le cadre de son rapport, établi une liste de recommandations destinées à l'État, aux petites et moyennes entreprises (PME), à la société civile et aux territoires. «Ces recommandations sont soumises aux walis en mettant en avant la régionalisation avancée, et le rôle des walis dans le développement économique et environnemental de leurs régions», précise Mouttaqi.

Au niveau des entreprises, la CGEM a fondé son approche RSE autour d'une charte mise en place en 2006. Le texte a été revu, il y a deux ans, pour inclure des recommandations en matière de climat, de genre et de délais de paiement. «A l'heure actuelle, 92 entreprises ont été labélisées RSE par la CGEM, dont 32% de PME et 70% de grandes entreprises», confie Said Sekkat, président de la commission RSE et label de la CGEM. L'approche du patronat présente trois particularités. «Elle est concrète, dans la mesure où l'organisme fournit des outils aux entreprises pour qu'elles donnent vie à leur approche RSE, évolutive et passionnée, puisqu'elle permet d'avoir une vision des innovations des sociétés», conclut Sekkat.

Les bons élèves se trouvent souvent du côté des grandes entreprises et filiales des multinationales. La compagnie d'assurances Atlanta, par exemple, a axé sa politique RSE autour de quatre volets: le bien-être des assurés, l'épanouissement des collaborateurs, la protection environnementale et l'implication sociétale.

«Parce que l'épanouissement des salariés est liée à leur productivité, la compagnie d'assurances a lancé une enquête en interne pour évaluer le bonheur des collaborateurs, et la Quin'Zen du bien-être au travail pour améliorer la productivité des salariés», témoigne Zahra Bensalah, administratrice directrice générale.

La compagnie est par ailleurs engagée dans plusieurs domaines avec des ONG, dont le tri sélectif et l'enseignement préscolaire.

Un baromètre et un club des chercheurs

Fondé il y a une année par des chercheurs, doctorants et managers en RSE, l'observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises du Maroc entend mobiliser les experts autour de la RSE. L'ORSEM a mis en place un baromètre des pratiques de la RSE au Maroc, qui se veut un outil pédagogique et analytique destiné aux entreprises et aux chercheurs. L'organisme a également lancé un club de chercheurs.